

L'Organisation des États américains (OEA)

L'Organisation des États américains (OEA) est la plus ancienne de toutes les organisations intergouvernementales régionales au monde. Créée en 1890 à la suite d'une série de conférences inter-américaines qui avait débuté en 1826, elle s'est plus tard structurée de façon officielle sous le nom d'Union panaméricaine. Elle a ensuite été réorganisée et elle a pris le nom d'Organisation des États américains lors de la signature de la Charte de Bogota, le 30 avril 1948.

L'OEA a pour objectifs fondamentaux de consolider la paix et la sécurité et de promouvoir la solidarité, le développement économique et social, l'indépendance et l'intégrité territoriale des États membres.

À l'heure actuelle, l'OEA compte trente-cinq États membres, dont le Canada et l'Uruguay. De ce nombre, douze sont des membres relativement nouveaux de pays anglophones des Antilles du Commonwealth. (Cuba compte parmi les États membres, mais son gouvernement actuel fait l'objet d'une suspension; les membres d'Amérique latine discutent périodiquement de sa réintégration.)

De 1972 jusqu'à ce qu'il devienne membre à part entière de l'OEA, le 8 janvier 1990, le Canada y a eu le statut d'observateur permanent et il était aussi membre à part entière de plusieurs organismes spécialisés du réseau interaméricain, notamment de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (PAIGH) et de la Conférence interaméricaine des télécommunications (CITEL).

En 1989, le Canada a annoncé qu'il verserait, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), durant les cinq années suivantes, une subvention de 1,3 million \$, pour appuyer les activités d'aide au développement de l'OEA. Les paiements contingents annuels du Canada s'élèvent actuellement à 6,3 millions \$, auxquels s'ajoute une contribution de 1,8 million \$ au Fonds de contributions volontaires de l'OEA.

En outre, l'ACDI cherche à s'entendre avec l'IICA et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour mettre sur pied des projets de coopération technique qui coûteront 2 millions \$ par an au Canada durant les quatre prochaines années.

Au cours de l'année qui a suivi son adhésion à l'OEA, le Canada a proposé la création de l'Unité de promotion de la démocratie. Il a participé étroitement et activement, au Nicaragua, à Haïti et au Salvador, aux programmes d'aide électorale et de surveillance des élections de l'Organisation.

Le Canada a également été élu à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), il s'est joint à la Commission interaméricaine des femmes (CIM) et il siège au Groupe consultatif du Secrétaire général sur le système interaméricain, où il est représenté par le sénateur Gerald Ottenheimer.